

Yves Vaillancourt, *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1988, 513 p.

Frédéric Lesemann

Number 12, Spring 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002068ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002068ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lesemann, F. (1989). Review of [Yves Vaillancourt, *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1988, 513 p.] *Cahiers de recherche sociologique*, (12), 140-142.
<https://doi.org/10.7202/1002068ar>

formulation permettra de mettre fin à plus ou moins long terme à ce déferlement de la vague néo-conservatrice dont on peut déjà mesurer l'ampleur des effets socio-économiques.

France GIROUX
Université de Montréal

Yves Vaillancourt, *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1988, 513 p.

Monumental, l'ouvrage d'Yves Vaillancourt. Synthèse d'une quinzaine d'années de travail et de réflexion, aboutissement de la démarche ambitieuse entreprise en 1972 avec Michel Pelletier sous le titre *Les politiques sociales et les travailleurs* (1900 à nos jours) et dont il manquait encore le 3e tome (1940-1960) que voici. 500 pages denses, 2 grandes parties: les paramètres généraux et les programmes, 10 chapitres, plus d'un millier de notes de bas de page, une bibliographie de près de 300 titres et même un index des noms propres. On imagine la patience, la ténacité et la dose de conviction dont l'auteur a dû faire preuve pour mener à terme une entreprise de si longue haleine.

La première partie décrit le "contexte général" de l'effort de guerre, le leadership du gouvernement fédéral dans cet effort, la prospérité qui s'est ensuivie et les implications sociales de cette prospérité économique. On est ainsi introduit à la démarche interventionniste fédérale de construction de l'État-providence et au rôle central de la théorie keynésienne pour les grands architectes de la stratégie fédérale que sont C. D. Howe, W. C. Clark, N. Rogers, entre autres. L'histoire passionnante de la stratégie de sécurité sociale élaborée par ces émules canadiens de Keynes et que le chapitre 2 rapporte avec beaucoup de clarté permet de comprendre l'avènement du célèbre rapport Marsh (1943) qui consacre l'orientation keynésienne entraînant un fort développement des politiques sociales qu'adoptera le gouvernement fédéral dès la fin de la guerre. À lui seul ce chapitre justifie déjà le livre auquel il confère du même coup une grande actualité: on saisit comment et pourquoi s'est bâti cet État-providence tant décrié aujourd'hui. J'ai personnellement beaucoup appris à la lecture de cette quarantaine de pages. Suit un bref chapitre, directement complémentaire du précédent, dans l'esprit et dans la démonstration convaincante de l'auteur, consacré à la stratégie non interventionniste, à la même époque, d'un Québec duplessiste réfractaire à la construction de cet État-providence. C'est une page d'histoire probablement mieux connue des lecteurs québécois puisqu'elle fait partie des "prérequis" de la Révolution tranquille. Ce chapitre permet à l'auteur de souligner que la résistance duplessiste n'est pas que le fait d'une volonté farouche de préserver l'autonomie du Québec face aux initiatives fédérales, mais bien de défendre un libéralisme traditionnellement hostile à toute intervention étatique. Comme le résumera plus loin l'auteur à propos des programmes de santé:

"Duplessis n'était pas seulement contre l'assurance-santé fédérale. Il était contre l'assurance-santé tout court" (p. 204).

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée à la présentation et à l'analyse de sept programmes majeurs envisagés à la fois dans la dynamique des controverses fédérales-provinciales et dans celle des intérêts de classes: la santé, l'assistance publique, l'assistance aux mères nécessiteuses, l'assurance-chômage, les allocations familiales, les personnes âgées et l'assistance-chômage. À leur manière, sept monographies, intéressantes par la démonstration systématique des rapports entre les deux niveaux de gouvernement, la diversité et l'absence d'homogénéité des stratégies et des réponses institutionnelles d'un programme à l'autre, l'idée très fructueuse de l'auteur de référer régulièrement à l'exemple de la Saskatchewan, et parfois de la Colombie-Britannique, qui comme on le sait, contribuèrent sous la pression du CCF dans les années trente et quarante, à provoquer l'intervention accrue de l'État en matière de politiques sociales. Le contraste avec le Québec est saisissant et il illustre très bien la thèse du développement des politiques sociales comme effet des luttes sociales. On trouve dans ces sept chapitres une mine d'informations qui, une fois encore, sont très pertinentes au moment où la légitimité de plusieurs de ces programmes fait l'objet d'âpres débats. Permettre ainsi l'accès à cette information historique essentielle pour comprendre la genèse détaillée d'interventions publiques aujourd'hui souvent remises en cause est une des contributions majeures de cet ouvrage.

Je n'ai jusqu'ici pas évoqué le cadre d'analyse en fonction duquel l'auteur fait signifier son matériel. C'est parce qu'au fond, pour le dire vite, je le trouve inutilement encombrant, lourd et mécanique. Je partage l'idée, fondamentale à mes yeux, qu'une société se construit dans ses conflits et que, par conséquent, une étude des politiques sociales fondée sur l'analyse des rapports des acteurs en présence est très fructueuse. Élémentaire. Mais je ne pense pas qu'on puisse nommer à priori ces acteurs, les qualifier de "bourgeoisie", de "petite-bourgeoisie traditionnelle" ou "technocratique", de "classe ouvrière", "populaire", etc... et surtout identifier ces concepts théoriques à des réalités pratiques toujours éphémères, mouvantes et multivoques. Ce faisant, on passe indûment du registre de l'analyse aux représentations épiques: le "camp populaire" est confronté aux "positions du camp de la bourgeoisie" et au "camp du capital" (p. 311 suiv., p. 403 suiv., pour ne citer que quelques exemples); la référence fréquente aux "courants" (petit-bourgeois traditionnel, nouveau petit-bourgeois technocratique) acquiert, dans la mise en scène de l'affrontement, un statut équivalent à celui des "camps", etc. De cette "substantiation" des concepts, on dérape alors vers une évaluation *a posteriori* de la "justesse" des décisions historiques où l'auteur se transforme en moraliste politique: "*Nous considérons que cette stratégie était inacceptable pour le Québec*" (p. 143)... "*Au niveau des principes le gouvernement de Duplessis avait raison de...*" (p. 204). "*Avec le recul du temps, nous avons la responsabilité d'adresser de sérieuses critiques au régime Duplessis...*" (p. 468). "*Nous pourrions ajouter, sans complaisance, que le mouvement syndical a eu de la difficulté à l'époque à développer, sur ses propres bases, une analyse originale et autonome...*" (p. 251).

"En ne poussant pas une réflexion originale et systématique sur le dossier de l'assistance publique, le mouvement syndical s'exposait de plus à un autre danger: celui de se mettre à la remorque des analyses, des positions et des stratégies petites-bourgeoises" (p. 252). C'est agaçant et ça sème le doute. Car, ce qui fait au départ l'originalité de cette écriture: être à la fois travail historique, sociologique et politique ne risque-t-il pas d'être hypothéqué par un souci d'édification politique?

Mais dans les plateaux de la balance, celui de la contribution à la connaissance de l'évolution historique de la construction de l'État-providence canadien, de ses démêlés avec le pouvoir duplessiste, pèse infiniment plus lourd que celui du recours à un cadre d'analyse rigide et peu susceptible de traduire la dynamique concrète de la décision politique.

L'ouvrage de Vaillancourt est un monument. Il constitue un livre de travail et de référence indispensable et désormais incontournable.

Frédéric LESEMAN
Université de Montréal

Eric Landowski, *La société réfléchie — Essais de socio-sémiotique*, Paris, Seuil, Coll. "La couleur des idées", 1989, 286 p.

L'ouvrage d'Éric Landowski propose une réflexion sur les problèmes théoriques et méthodologiques de l'analyse des discours politiques, à partir de la place que ces discours occupent dans le champ des recherches sociologiques et politologiques. Le livre est composé de trois grandes parties, "Construction" (p. 21-109), "Mise en scène" (p. 113-185), "Interaction" (p. 189-274) et comporte une bibliographie et un index analytique.

Si la plupart des chapitres reprennent des textes déjà parus dans des revues ou des ouvrages collectifs, il convient d'insister sur le fait que ces textes ont été revus en profondeur et sont donc substantiellement différents des premières publications. Ce livre constitue en fait la première synthèse des travaux qu'Éric Landowski poursuit depuis de nombreuses années sur l'analyse sémiotique des discours politiques¹.

É. Landowski définit le discours politique comme un discours qui, au-delà des "valeurs véhiculées", vise à "agir" et à "faire agir" en "modelant et, le plus souvent, en modifiant les relations entre les agents qu'il implique à titre de

¹ On se référera particulièrement à l'ouvrage qu'Éric Landowski a coédité avec A. J. Greimas, *Introduction à l'analyse du discours en sciences sociales*, Paris, Hachette Université, 1979.